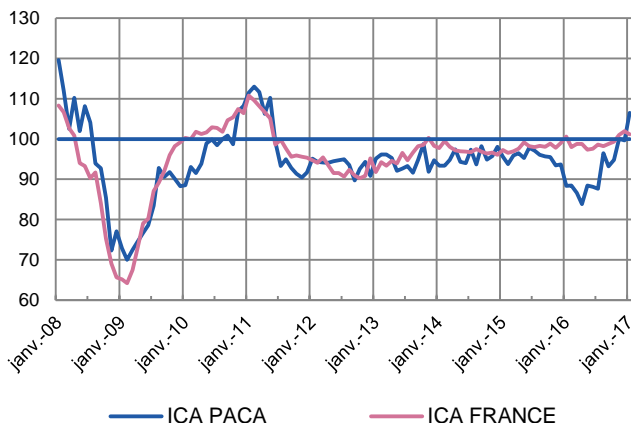


Contexte conjoncturel

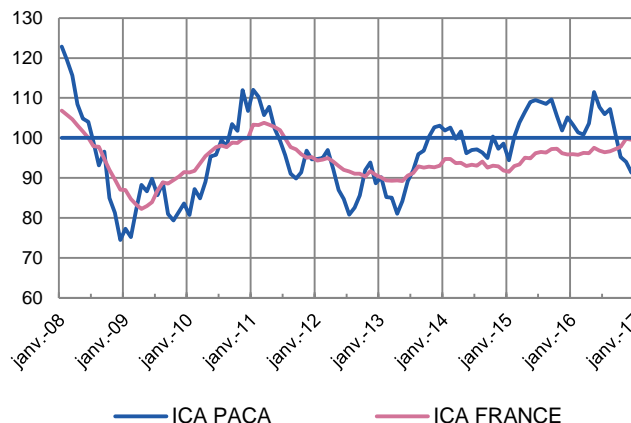
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands



Contexte national

Après une année 2015 marquée par une reprise graduelle de l'activité, **le climat des affaires s'est encore très légèrement redressé en 2016**. L'exercice a cependant été marqué par un trou d'air durant le second trimestre, impacté par des mouvements sociaux : le PIB a reculé de 0,1 %, avant de rebondir ensuite progressivement. L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie se situait ainsi à 102 en décembre, soit son niveau le plus élevé depuis mai 2011. La situation s'est aussi nettement améliorée dans le secteur du bâtiment. La reprise plus franche de l'activité en zone euro a globalement bénéficié à l'économie française, mais cette dernière a aussi pâti des difficultés persistantes de certains grands pays émergents. Le Brexit n'a pour le moment pas eu un impact significatif sur l'économie française.

En 2016, **le PIB devrait progresser d'1,1 %**, soit un rythme comparable à celui de 2015 (1,2 %) mais en progrès par rapport à 2014 (0,7 %). Les ménages ont poursuivi leurs dépenses de consommation (+1,8 % en 2016 après +1,5 % en 2015 et +0,7 % en 2014) et ont repris leurs investissements (+1,5 % après 0,8 % et -3,5 %), notamment dans l'immobilier. Cette amélioration a aussi été portée par la reprise confirmée de l'investissement des entreprises (+4,3 % après +2,7 % et +1,4 %) toujours soutenu par l'allègement de leurs charges. La contribution au PIB de la demande intérieure est de 1,9 point en 2016 après 1,3 en 2015.

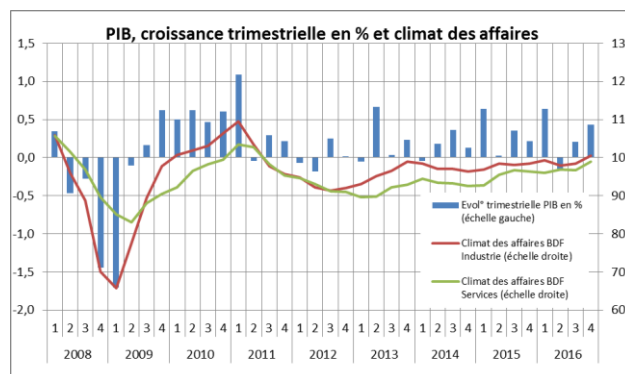
Le solde des transactions courantes s'est par contre lui dégradé, sous l'effet d'un ralentissement de la demande mondiale mais aussi de pertes de parts de marchés. Les

importations ralentissent également (+2,8 % après +6,4 %) mais moins nettement que les exportations (+0,6 % après +6,0 %).

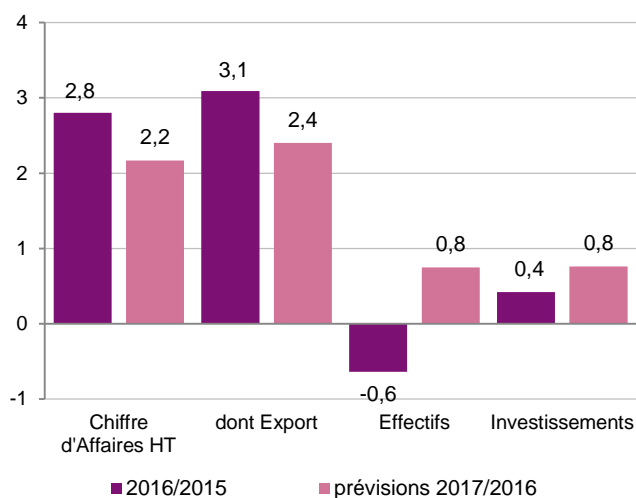
Le taux de chômage est en très léger repli (à 10 % de la population active).

Les prix à la consommation se sont raffermis (+0,8 % en g.a.). Dans ce contexte, la BCE a adapté son programme de mesures d'assouplissement quantitatif, qui a permis de faire reculer les risques déflationnistes et de soutenir l'activité économique (impact de +0,3 % sur le PIB).

L'accès des entreprises au crédit bancaire est resté dans l'ensemble très aisé, à des niveaux de taux d'intérêts historiquement très bas.



Industrie (variations en pourcentage)



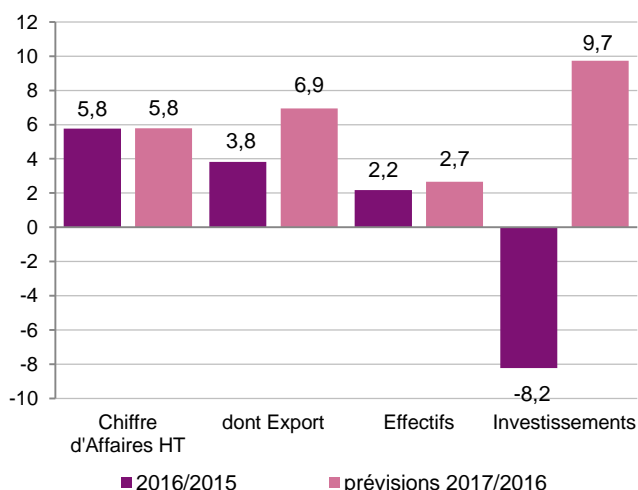
En 2016, portées par une baisse des cours des matières premières et de la parité Euro/Dollar plus favorable, la demande nationale et les exportations ont soutenu la croissance.

Ce mouvement haussier devrait se confirmer en 2017 avec des prévisions d'activité plutôt positives dans la majorité des secteurs.

Dans un contexte de moindre recours à la main-d'œuvre intérimaire, l'emploi a subi une érosion en 2016. Une légère amélioration est escomptée en 2017.

Comme anticipé, les dépenses d'investissements ont progressé modérément en 2016, majoritairement sur des programmes liés à la modernisation et à la mise aux normes des installations. Les programmes devraient continuer d'évoluer positivement en 2017.

Services (variations en pourcentage)



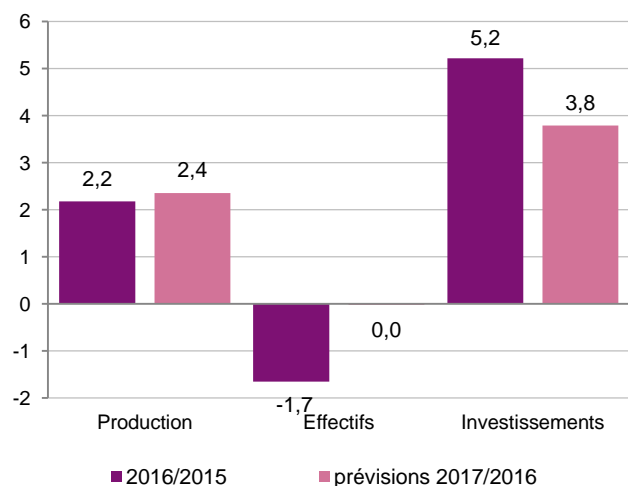
Les transactions ont à nouveau progressé en 2016 sur un rythme un peu plus soutenu que prévu. En 2017, l'activité devrait s'accroître dans toutes les filières.

Comme attendu, le dynamisme des entreprises à l'exportation ne s'est pas démenti en 2016. En 2017, une progression des échanges internationaux est anticipée.

Les effectifs se sont renforcés en 2016, principalement dans les filières de l'ingénierie et la maintenance industrielle. En 2017, la progression de l'emploi se poursuivrait.

Soutenues notamment par des mesures fiscales en 2015, les dépenses d'investissements en 2016 sont en baisse. Ces dernières devraient reprendre un cycle haussier en 2017.

Construction (variations en pourcentage)



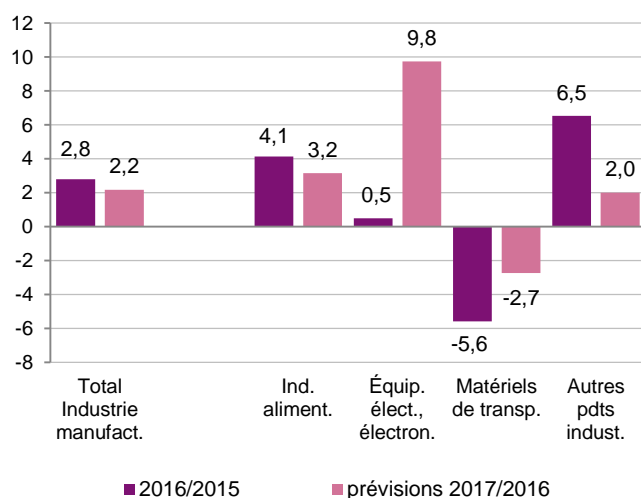
Sous l'effet d'une amélioration de la commande publique et privée, la production a progressé en 2016, principalement dans le bâtiment et, dans une moindre mesure, dans les travaux publics. En 2017, un accroissement de la production est anticipé par les professionnels.

Les effectifs se sont érodés en 2016, en liaison notamment avec un moindre recours à l'intérim. En 2017, l'emploi devrait se stabiliser.

Bénéficiant d'une demande plus favorablement orientée, les dépenses d'investissements sont en hausse en 2016. Une nouvelle progression est anticipée en 2017.

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2016/2015 (en pourcentage)



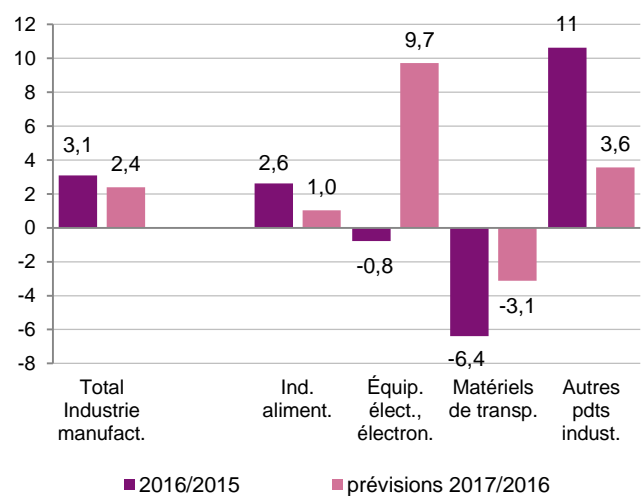
L'activité a marqué des progrès dans la majorité des secteurs en 2016.

L'industrie régionale a connu des évolutions contrastées pour enregistrer une augmentation d'ensemble plutôt ferme. Si une hausse assez sensible a été constatée dans l'agroalimentaire ainsi que dans le secteur des autres produits industriels (notamment chimie et métallurgie), l'industrie des équipements électriques et électroniques a globalement peu varié. En revanche, le compartiment de la fabrication de matériels de transports s'est inscrit en recul sous l'effet d'une demande moins soutenue.

Les prévisions tablent sur une augmentation globale de l'activité en 2017.

Les exportations

Évolution des exportations 2016/2015 (en pourcentage)



Comme attendu, les exportations ont soutenu l'activité.

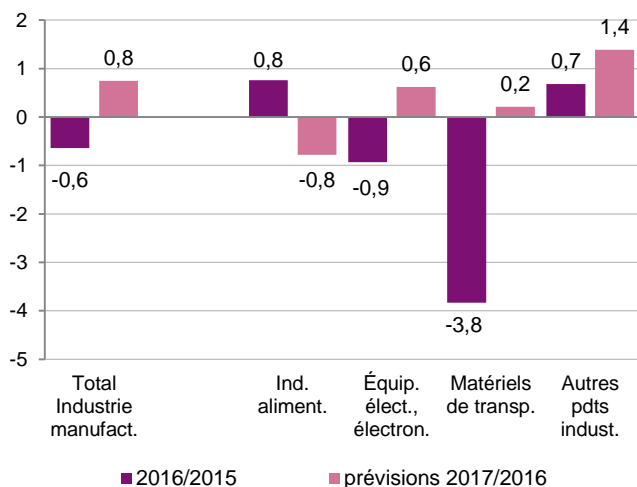
Malgré quelques difficultés, les exportations ont continué de porter l'activité de la plupart des secteurs de l'économie régionale.

Si elle demeure bien positionnée à l'international, l'industrie des équipements électriques et électroniques a connu un tassement de ses performances. Les industries alimentaires ainsi que les compartiments des autres produits industriels se sont montrés davantage actifs grâce aux bons résultats, entre autres, de la chimie et de la métallurgie. En dépit d'un ancrage toujours important à l'international, la branche des matériels de transports a subi les aléas d'une demande plus hétérogène.

Les perspectives resteraient globalement favorables en 2017 sur les marchés internationaux.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2016/2015 (en pourcentage)



Au global, les effectifs se sont légèrement tassés.

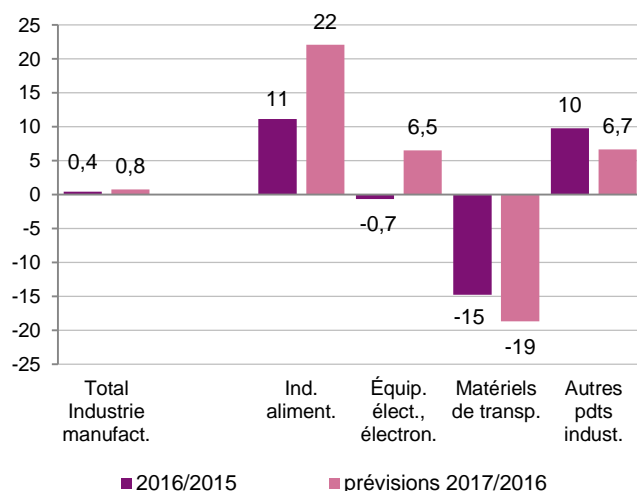
Comme précédemment, le recours à l'intérim a servi de variable d'ajustement des effectifs dans un contexte d'activité offrant une visibilité parfois réduite.

Dans le secteur de l'industrie alimentaire, le léger renforcement de l'emploi est essentiellement lié à la hausse des intérimaires. Dans les autres branches, l'érosion des effectifs est induite par le non-renouvellement des départs. Une baisse des intérimaires est par ailleurs notée dans le compartiment des matériels de transports.

La situation de l'emploi enregistrerait une amélioration en 2017.

Les investissements

Évolution des investissements 2016/2015 (en pourcentage)



Les dépenses d'investissement ont progressé modérément.

Si un ralentissement des programmes d'investissement s'est dessiné dans les équipements électriques et électroniques, il s'est confirmé, de manière plus accentuée, dans le secteur des matériels de transports. Les industries agroalimentaires ont continué d'investir de manière importante. Enfin, l'effort a été significatif dans l'ensemble des autres produits industriels et plus spécifiquement dans la chimie.

Globalement, la progression de l'activité a induit le maintien d'un rythme soutenu de dépenses destinées, pour l'essentiel, à moderniser et accroître les équipements existants.

Les investissements immobiliers (principalement dans les matériels de transports et dans les autres produits industriels) se sont inscrits dans un cycle baissier de plus de 30 %. Ils représentent désormais environ 15 % des dépenses totales engagées.

Une nouvelle hausse mesurée des investissements est attendue en 2017.

Bilan 2016/2015 (variations en pourcentage)

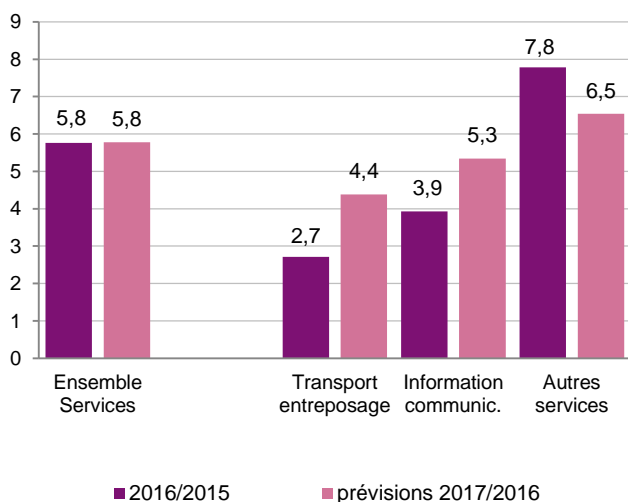
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2016/2015				
Industrie alimentaire	4,1	2,6	0,8	11
Équipement électriques, électroniques	0,5	-0,8	-0,9	-0,7
Matériels de transport	-5,6	-6,4	-3,8	-15
Autres produits industriels	6,5	11	0,7	10
Total industrie manufacturière	2,8	3,1	-0,6	0,4

Prévisions 2017/2016 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2017/2016				
Industrie alimentaire	3,2	1,0	-0,8	22
Équipement électriques, électroniques	9,8	9,7	0,6	6,5
Matériels de transport	-2,7	-3,1	0,2	-19
Autres produits industriels	2,0	3,6	1,4	6,7
Total industrie manufacturière	2,2	2,4	0,8	0,8

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2016/2015 (en pourcentage)



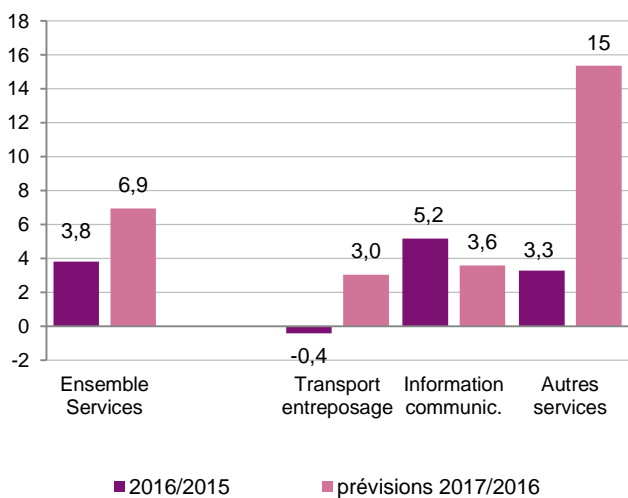
La croissance de l'activité s'est renforcée.

Comme prévu, la hausse des chiffres d'affaires des activités spécialisées et de soutien aux entreprises est significative, soutenue notamment par les bons résultats de l'ingénierie technique et du travail temporaire. De son côté, après deux exercices dynamiques, le secteur de l'information-communication fait à nouveau état d'une progression des transactions. En repli l'an dernier, la branche des transports affiche un redressement en 2016.

Une nouvelle augmentation des chiffres d'affaires, d'ampleur globalement équivalente, est escomptée en 2017.

Les exportations

Évolution des exportations 2016/2015 (en pourcentage)



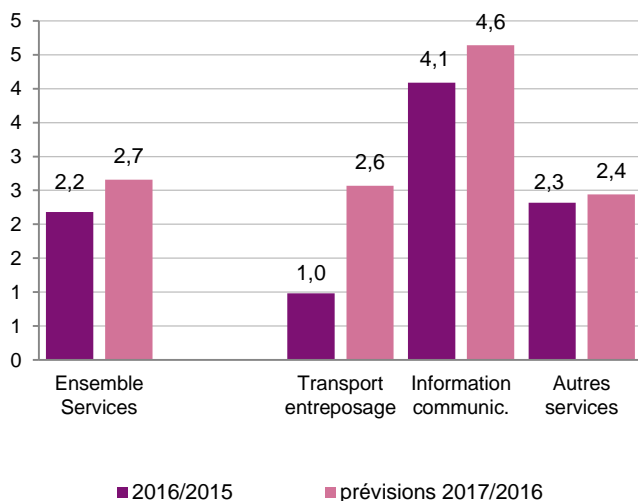
Les exportations ont à nouveau progressé

Les échanges extérieurs se sont particulièrement accrus dans l'information-communication, secteur leader des exportations régionales. Un bon courant d'affaires a par ailleurs été enregistré à l'international dans les activités spécialisées et de soutien aux entreprises au bénéfice de la bonne orientation de l'ingénierie technique. Bien que plus marginales, les exportations sont demeurées stables dans les transports. Dans l'ensemble, le taux d'export n'a quasiment pas varié d'une année à l'autre dans notre panel, avoisinant 20 %.

En 2017, le rythme de croissance devrait s'amplifier à l'international.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2016/2015 (en pourcentage)



L'accroissement de l'activité a généré des emplois.

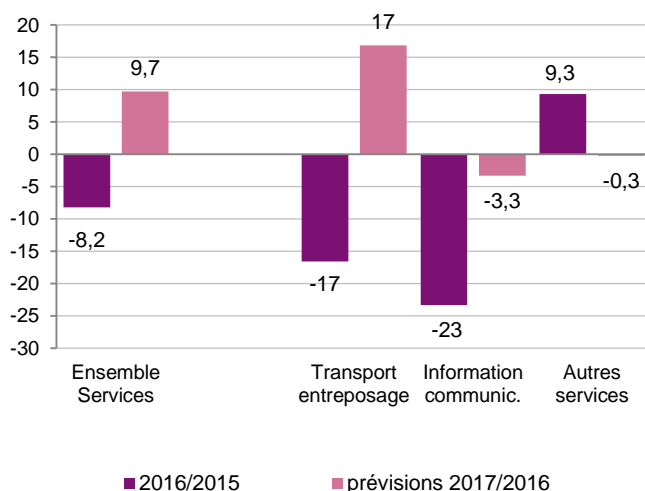
La situation de l'emploi s'est de nouveau améliorée dans les services aux entreprises. Parallèlement au développement soutenu des entrées d'ordres, le taux de progression des effectifs a été marqué dans l'information-communication. De nombreux renforcements ont par ailleurs été réalisés à l'initiative du secteur des activités spécialisées et de soutien. Les entreprises de transports ont également procédé à des embauches mais de façon plus mesurée.

Le recours à l'intérim, qui s'était réduit l'an dernier, s'est légèrement accru en 2016.

Les effectifs continueraient de s'étoffer en 2017.

Les investissements

Évolution des investissements 2016/2015 (en pourcentage)



Les dépenses d'investissement ont fléchi.

Le repli global des investissements physiques traduit des évolutions contrastées par filières. Des programmes d'importance ont été initiés pour la troisième année consécutive dans les activités spécialisées et de soutien aux entreprises. Dans les transports, en revanche, succédant à une hausse des dépenses en 2015, un repli des investissements est constaté. En outre, les entreprises d'information-communication du panel font également état d'une baisse des enveloppes allouées.

Une reprise du cycle d'investissement interviendrait en 2017.

Bilan 2016/2015 (variations en pourcentage)

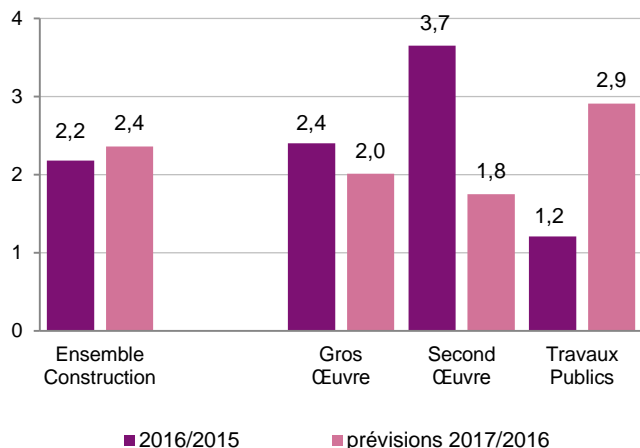
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2016/2015				
Transport entreposage	2,7	-0,4	1,0	-17
Information communication	3,9	5,2	4,1	-23
Autres services	7,8	3,3	2,3	9,3
Total services aux entreprises	5,8	3,8	2,2	-8,2

Prévisions 2017/2016 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2017/2016				
Transport entreposage	4,4	3,0	2,6	17
Information communication	5,3	3,6	4,6	-3,3
Autres services	6,5	15	2,4	-0,3
Total services aux entreprises	5,8	6,9	2,7	9,7

La production

Évolution de la production 2016/2015 (en pourcentage)



La production a enregistré une hausse dans la totalité des secteurs.

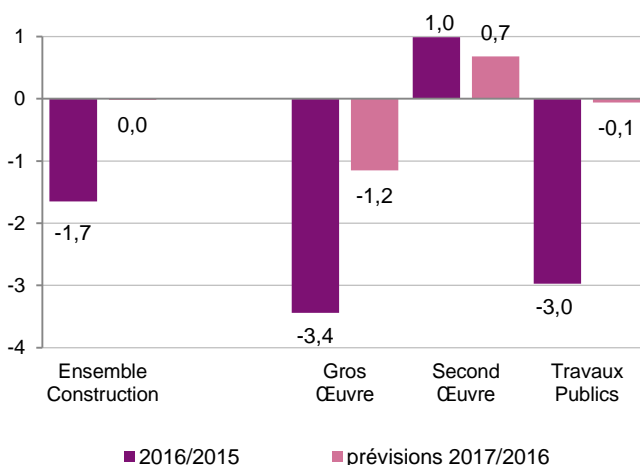
A la faveur d'une demande publique raffermissée et de la persistance d'un courant d'affaires favorable en provenance des donneurs d'ordres privés, la production globale a augmenté.

Le compartiment du second œuvre a été le plus dynamique et a bénéficié de l'alimentation régulière de nombreux chantiers tout au long de l'année. En dépit d'une vive concurrence, le gros œuvre s'est montré actif grâce aux débloquages de nombreux dossiers précédemment reportés. Enfin, les travaux publics ont amorcé une reprise avec une sollicitation accrue des capacités productives dans un contexte de prix toujours tendus.

En 2017, l'activité connaîtrait une nouvelle progression d'ensemble, plutôt tirée par les travaux publics.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2016/2015 (en pourcentage)



Les effectifs ont subi une nouvelle érosion.

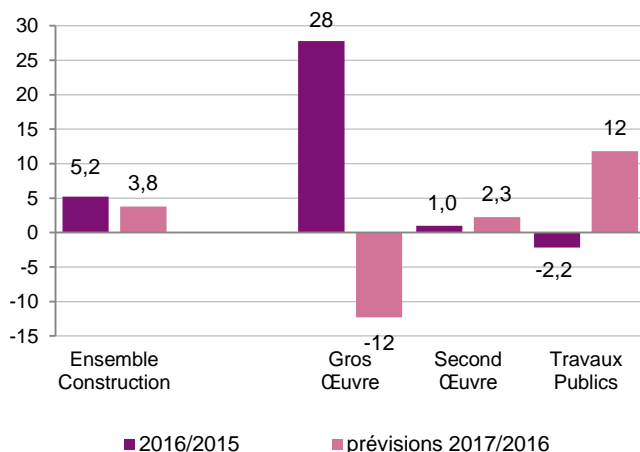
Les effectifs permanents ont baissé dans l'ensemble des branches à l'exception du second œuvre porté par un courant d'affaires plutôt ferme. Le repli constaté dans le gros œuvre est majoritairement lié à un recours moins fréquent à l'intérim.

Comme constaté précédemment, les départs naturels n'ont pas été intégralement compensés. Le manque de visibilité encore ressenti par de nombreuses entreprises, conjugué avec la difficulté de trouver des profils techniques spécifiques, a milité pour une stratégie de prudence dans les politiques d'embauches.

La situation de l'emploi se stabiliserait en 2017. Le recours à l'intérim s'inscrirait de nouveau en recul.

Les investissements

Évolution des investissements 2016/2015 (en pourcentage)



L'investissement enregistre une amorce de reprise.

Grâce à une orientation plus favorable de l'activité générale, les programmes d'investissements ont repris dans la construction. Ces derniers ont nettement progressé dans le gros œuvre et apparaissent encore importants dans le second œuvre.

En revanche et en dépit d'une demande plus ferme, notamment dans sa composante publique, les travaux publics enregistrent un léger repli des enveloppes engagées.

Les dépenses s'inscriraient de nouveau en hausse en 2017. La progression serait principalement impulsée par le secteur des travaux publics.

Bilan 2016/2015 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2016/2015			
Gros œuvre	2,4	-3,4	28
Second œuvre	3,7	1,0	1,0
Travaux publics	1,2	-3,0	-2,2
Total construction	2,2	-1,7	5,2

Prévisions 2017/2016 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2017/2016			
Gros œuvre	2,0	-1,2	-12
Second œuvre	1,8	0,7	2,3
Travaux publics	2,9	-0,1	12
Total construction	2,4	0,0	3,8

En début d'année, les succursales de la Banque de France de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur procèdent à une enquête auprès des chefs d'entreprises et d'établissements sur les résultats de l'exercice écoulé et les perspectives de l'année en cours.

Les données collectées dans des délais rapides portent sur les éléments suivants : les effectifs au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total hors taxes, la production totale dans la construction, les exportations, les investissements corporels, quel que soit leur mode de financement (y compris par crédit-bail).

Pour l'enquête sur l'exercice 2016, le Secrétariat régional a traité les réponses de 1 065 entreprises, soit 186 368 emplois et 34,5 Milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Les résultats sont présentés par référence à la classification de la Nomenclature d'Activités Française élaborée par l'INSEE (NAF rév. 2).

TERMINOLOGIE

Ind. aliment.	: Industries Alimentaires
Matériels de transp.	: Matériels de transport
Équip. élect.,électron.	: Équipement électrique et électronique
Autres pdts indust.	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>
Information communic.	: Information et communication
Autres services	: Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien
	<i>1. Activités juridiques et comptables, conseil de gestion, activités des sièges sociaux</i>
	<i>2. Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques</i>
	<i>3. Recherche-développement scientifique</i>
	<i>4. Publicité et études de marché</i>
	<i>5. Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires</i>
	<i>6. Activités de location et location-bail</i>
	<i>7. Activités liées à l'emploi</i>
	<i>8. Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes</i>
	<i>9. Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, autres activités de soutien</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES

sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0512-EMC-UT@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse électronique de votre entreprise.